

Comment s'enrichir à gauche quand on est de droite ?

Je cite de mémoire ce dilemme relevé dans le fil internet d'un héritier de famille racontant avoir eu à choisir de voter entre la gauche et la droite, lors de la réélection du Président François Mitterrand en 1988.

« Quand les socialo-communistes sont arrivés au pouvoir en 1981, mes parents ont eu peur. Ils ont envisagé de quitter la France. Après sept ans de socialisme, ils ne se sont jamais autant enrichis. Je suis de droite comme mes parents. Je me suis demandé si je n'avais pas intérêt à voter Mitterrand pour faire fructifier mon héritage. »

Que ce brave citoyen ne se fasse aucun souci : Mitterrand aura été réélu pour sept ans en 1988, et les riches continueront à s'enrichir de plus belle en régime socialiste. Ce que les socialistes appellent... la redistribution par le haut.

D'abord je rappelle, comme à chaque occasion qui se présente, qu'en République il n'y a pas de droite, cela n'existe pas, c'est une fausse perspective du spectre républicain. La République est de gauche, fondamentalement de gauche, de la gauche la plus horriblement gauchiste, la plus hypocritement bourgeoise qui soit, cela depuis 1792. La véritable droite, que l'on qualifie d'extrême, ne peut être que HORS la République.

C'est sous la période socialiste que le phénomène des oligarchies s'est transféré de Russie en France. Or les oligarques russes sont ceux qui se sont approprié l'économie de l'État communiste après l'effondrement et le démembrement de l'URSS. Donc un oligarque est un capitaliste qui privatise des biens à caractère publics d'un État défaillant et se substitue à cet État. Quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, il a élargi les nationalisations d'après-guerre de plus de 700 entreprises parmi les plus grandes et les plus brillantes. Il s'est très vite heurté au mur des réalités et a été obligé de rétro pédaler après avoir fait le généreux avec l'argent public (le fameux tournant de rigueur : on se raccroche aux branches pour ne pas tomber, mais c'est toujours le contribuable qui paie les dégâts) ; surtout au moment où les entreprises françaises étaient confrontées à des vagues de licenciements massifs : licencier ou mourir.

Dès l'instant où l'on ouvre ses frontières au commerce international, les entreprises d'État n'ont aucune chance de survie (sauf à faire travailler des esclaves) face au capitalisme mondialiste imposé par les normes anglo-saxonnes, États-Unis en tête. La belle idéologie socialiste (on est tous des frères mon frère, libres et égaux, le monde va changer, on va connaître le bonheur, nous vivrons ensemble et serons heureux, etc.) ne triomphe que le temps d'un printemps fleuri, puis le réel revient au galop et les sectateurs du socialisme libérateur le prennent en pleine figure, hélas, les Français aussi ; dès lors ils montrent leur véritable visage : le socialisme idéologique, si toutefois cela existe, n'aura duré que trois ans. L'économie sauvage sera de nouveau libéralisée suite à un compromis vaseux social-libéral appelé le Ni-Ni, ni socialiste, ni libéral, en fait rien du tout ; les socialistes se contenteront de ponctionner les entreprises afin de créer des fonctionnaires en surnombre, des assistés sociaux en masse, protégés à vie, en vue d'accroître leur vivier électoral à l'infini, d'imposer au peuple français leurs conceptions sociales et sociétales d'hominidés dégénérés.

L'accroissement de ces ponctions qu'on appelle prélèvements obligatoires ont atteint des limites à peine supportables en France. Le chiffre est calé depuis des décennies sur la proportion de 47,5% du Pib, mais en réalité il tourne autour de 60%, si l'on comprend certains fonds publics de retraites et l'endettement systémique de l'État français. Le résultat de cette situation est d'avoir provoqué le transfert à l'étranger des sièges sociaux de nombreuses entreprises françaises et encouragé l'évasion fiscale, rendant possible les concentrations industrielles *off-shore* et le développement de l'apatridie économique (opposée au patriotisme économique). Dans un pays qui n'a plus de frontières, rien n'est plus facile, en effet, que de transférer son argent dans des paradis

fiscaux pour échapper au matraquage fiscal. Il suffit par la suite aux gouvernements d'emprunter sur les marchés de la finance internationale, puis après avoir endetté le peuple qui s'est fait caution de l'emprunt malgré lui, de s'en prendre par l'impôt aux classes sociales les plus productives pour boucler les fins de mois de l'État.

C'est en régime socialiste que l'endettement permanent et récurrent de l'État français a connu une progression foudroyante, n'ayant jamais cessé depuis lors, quelles que soient les orientations pseudo-politiques de droite ou de gauche des gouvernements en place.

C'est en régime socialiste que les frontières et les barrières de protection économiques et sociales ont été supprimées, portant un coup fatal à la souveraineté nationale de la France.

C'est en régime socialiste que la France a été mise à l'encan, désindustrialisation, vente à la découpe, en gros et au détail : on ne compte plus les entreprises françaises passées sous contrôle étranger.

C'est en régime socialiste que même les entreprises nationales à caractère stratégique sont bradées à l'étranger : le cas emblématique du secteur énergie d'Alstom, victime d'un véritable casse à l'ancienne perpétré par les Américains avec la complicité du Gouvernement français.

C'est en régime socialiste que les petits commerces de centre-ville, de quartier, de village, d'artisanat utilitaire, ont été littéralement vampirisés par la multiplication des enseignes de la grande distribution, celle-ci ayant largement contribué avec l'agro-business à la désertification des campagnes et à la liquidation de la paysannerie française.

C'est en régime socialiste que l'État français a fermé ses arsenaux dédiés à la fabrication de l'armement militaire léger, faisant désormais dépendre la sécurité du pays de fournisseurs étrangers, et mettant en danger le peuple français qui se retrouve du même coup dans l'incapacité de se défendre en cas d'agression ennemie, d'où qu'elle vienne.

C'est en régime socialiste qu'a commencé à se généraliser la vente des grands vignobles aux intérêts étrangers, la vente de nos terres cultivables, de nos forêts (voir le pillage en règle des chênes centenaires par les Chinois), de notre patrimoine national tout confondu, dont le bâti prestigieux de nos monuments historiques.

C'est en régime socialiste que les entreprises françaises ont délocalisé en masse dans les pays à faibles coûts salariaux et sociaux, entraînant la perte de notre savoir-faire et les transferts de technologies.

C'est en régime socialiste et à contrario que le phénomène des emplois étrangers détachés s'est multiplié (peu important les directives européennes qui sont toujours la bonne excuse) ; des emplois « détachés » relevant le plus souvent du dumping social et se surajoutant au phénomène de l'invasion migratoire sans frein et sans fin.

C'est en régime socialiste que s'est développé l'usage permanent et systématique de la planche à billets, création de monnaie sans contrepartie physique fondée sur le renchérissement constant du coût de la vie et la logique anticipative du prêt à intérêt, susceptible de se maintenir tant que le système économique ne s'effondrera pas.

Et je ne parle pas des autres domaines sociaux et sociétaux, de l'enseignement, de la culture, de la diplomatie, de la Défense, de l'insécurité des citoyens, il y aurait des pages de « C'est en régime socialiste que... »

Trois grands fléaux dont on ne peut accuser les socialistes mais dont ils auraient porté la responsabilité s'ils avaient été au pouvoir plus tôt : 1) l'immigration invasion ; 2) le massacre de la paysannerie française de tradition (j'ai bien dit massacre ou génocide si l'on veut) ; 3) le déferlement de la censure à tout va qui s'est aggravé au fil des décennies, toutes dispositions

politiciennes que l'on doit à la fausse droite républicaine, bien entendu reprises et exacerbées par la gauche socialo-communiste en général. Quant à l'Union Européenne, cette création monstrueuse, amorphe, dispendieuse, stérile, nuisible, elle a fait l'unanimité du spectre républicain, mais pas de l'approbation des électeurs français et européens (référendum de 2005 sur la Constitution de l'UE).

Je rappelle que les pseudos représentants du peuple de la vraie gauche et de la fausse droite constituant l'arc républicain, sont en réalité une fausse opposition dans une vraie république qui est unilatéralement de gauche depuis sa création. Si bien que lorsque les électeurs vont voter, qu'ils soient de droite ou de gauche, ils votent tous à gauche, mais dans le lot il y a fatalement des cocus qui le sont sans le savoir.

Le brave citoyen ci-dessus, probablement adepte de la droite simili républicaine, ne pouvait qu'être rassuré par la réélection de François Mitterrand : il n'y a pas mieux que le socialisme pour s'enrichir, que l'on soit banquier, que l'on soit dans les affaires industrielles, commerciales ou élu de la république, j'ajouterais même parasite social, voyou et gangster. Seulement le brave citoyen ne pourra s'enrichir que tant que les Républicains n'auront pas définitivement ruiné la France.
